

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles 75010 PARIS Tél.: 01 58 39 30 12 / fede@sudeducation.org www.sudeducation.org



◆ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Augmentation imposée du temps de travail et suppressions de postes : une politique contre les personnels et le service public.

Comme SUD éducation le dénonçait dans les annonces budgétaires de la rentrée scolaire, l'éducation nationale sera bel et bien impactée par les coupes budgétaires.

Aujourd'hui le ministre Blanquer annonce donc la suppression de 1800 postes dans l'Éducation Nationale : 400 postes dans les services administratifs, 1200 postes d'enseignant-e-s dans le second degré.

Les services administratifs croulent déjà sous la surcharge de travail. De plus, le nombre de personnels contractuels embauchés sur de courtes périodes, peu formés, sous-payés a explosé ces dernières années.

Les 1200 suppressions de postes d'enseignant-e-s se concentreront massivement dans le second degré, où les manques d'effectifs sont déjà criants, et alors même que la hausse démographique importante impacte les collèges.

Le ministre prétend augmenter le pouvoir d'achat des enseignant-e-s. Pour cela, il reprend la rengaine du "travailler plus pour gagner plus", annonçant notamment une baisse des cotisations sur les heures supplémentaires. Ces heures ne seront donc pas prises en compte dans leur totalité pour la retraite ou l'assurance-chômage, et ne constituent donc pas du salaire.

Plus grave, le ministre entend imposer une deuxième heure supplémentaire aux enseignant-e-s du second degré en fonction des besoins locaux. Il s'agit d'une énième attaque sur les statuts des personnels, qui touche directement leur temps de travail, et qui n'aura pour effet que d'épuiser les personnels.

La prétendue augmentation du pouvoir d'achat des enseignant-e-s n'est donc qu'un alibi de plus pour attaquer leurs droits et leurs conditions de travail, et rapprocher toujours plus le service public d'éducation des modes de management du monde de l'entreprise.

SUD éducation revendique des créations massives de postes statutaires, à la hauteur des besoins seul moyen d'avoir un service public d'éducation de qualité.